puisque'il ne sera pas versé à la Caisse de la sécurité de la vieillesse. Comme il n'était pas nécessaire de le percevoir à cette fin, je propose donc l'amendement suivant:

• (3.30 p.m.)

Que le bill C-268 ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité plénier avec instructions à ce comité de modifier ledit bill de façon qu'il y soit décrété que les montants obtenus grâce à la majoration de la taxe prévue par la loi sur la taxe d'accise, que prescrit ledit bill, seront versés à la Caisse de la sécurité de la vieillesse pour faire les paiements supplémentaires de la sécurité de la vieillesse autorisés par le présent Parlement, et non versés au Fonds du revenu consolidé.

Tandis que vous examinez l'amendement dont je viens de vous saisir, monsieur l'Orateur, je ferai quelques remarques au sujet de ce qui est advenu de l'argent des contribuables grâce auquel on a pu décréter un versement supplémentaire, sous réserve de l'évaluation des moyens. Qu'on ne dise pas le contraire. Il y a plusieurs années déjà, le régime de l'évaluation des moyens a été rejeté par le Parlement, qui le jugeait dépassé et inutile. On estimait que c'était là une façon démodée d'offrir, à des personnes méritantes, des miettes de charité. Mais voici qu'aujourd'hui le gouvernement rétablit ce régime. Selon moi, cette initiative va coûter cher aux contribuables. Il a fallu notamment imprimer des formules ainsi que des brochures et créer des cadres administratifs; le gouvernement devrait s'arranger pour que cela coûte moins cher aux contribuables.

Je l'ai déjà dit dans un autre discours: dans ce domaine de la justice sociale, le gouvernement a maintenant trois divisions, et Dieu sait combien de gens pour appliquer ses politiques. Toutes ces mesures pourraient être réunies sous une même division et appliquées par les mêmes personnes. Nous avons proposé qu'on verse d'abord \$25 par mois à tous les bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. MacEachen) a dit de cette méthode qu'elle était facile, que c'était la vieille méthode de résoudre le problème et que le gouvernement voulait essayer quelque chose de nouveau. Par contre, la nouvelle méthode va coûter au pays des impôts supplémentaires.

En lisant le rapport de l'auditeur général, on constate que le gouvernement a mis en œuvre son programme avant que les crédits en cause aient été approuvés. Il vient ensuite chercher notre approbation. Même si, au stade actuel, cela n'a plus d'importance, je

[M. Winkler.]

suppose, cela révèle avec quelle incompétence le gouvernement actuel fonctionne dans presque tous les domaines.

Lors de mes voyages dans la circonscription de Grey-Bruce ces dernières semaines, je me suis rendu compte qu'on ne s'y retrouve pas dans tout ce programme. J'ai essayé de trouver comment un requérant peut calculer le montant qui lui est permis ou le montant qu'il peut déduire de son revenu. J'ai constaté que même le gouvernement ne connaît pas la réponse à certaines questions, notamment pour ce qui est de l'allocation du coût en capital. Nous avons vu l'autre soir que le ministre des Finances (M. Sharp) ne savait pas trop si les bénéficiaires de ces suppléments seraient tenus d'obtenir un numéro d'assurance sociale, comme la mesure alors à l'étude me prouve que notre programme aurait été le bon. Nous avons tout l'appui du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles). Notre programme n'aurait pas nécessité l'emploi d'un groupe de fonctionnaires à l'administration. De fait, on aurait pu l'appliquer sans augmenter les impôts, et certainement sans présenter le récent mini-budget.

Le gouvernement a jugé que notre programme coûterait trop cher. Or je prétends que si on savait combien le programme du gouvernement coûte en tout quant à la publicité, à l'impression des brochures et autre documentation on aurait la preuve du contraire. Je suis certain que le Fonds aurait alors pu fonctionner au cours de la présente année financière et peut-être même l'année prochaine. Quand on lit le rapport sur la multiplication des postes dans la fonction publique et ce que cela coûte aux contribuables, le versement général de \$25 aurait entraîné des dépenses beaucoup moins lourdes que celles qu'assume actuellement le gouvernement.

Aussi, monsieur l'Orateur, vu l'augmentation d'impôt que le ministre propose dans cette mesure, je déclare, au nom de mes collègues, que nous devons présenter l'honnêteté du gouvernement et déployer tous nos efforts en faveur des vieillards et des contribuables du Canada afin que l'argent ainsi recueilli soit versé là où il doit aller, dans la Caisse de la sécurité de la vieillesse. Comment le ministre peut-il croire un seul instant qu'un fois dans le Fonds du Revenu consolidé cet argent ne servira qu'en cas de besoin réel? Le ministre trouvera moyen de dépenser autrement cette somme et s'il en est incapable, nombre de ses collègues s'en chargeront. Comme nous exigeons du gouvernement d'être honnête envers les Canadiens âgés et les contribuables, nous